

Le défi du pétrole bon marché

Les "records historiques" se succèdent, nous dit-on régulièrement depuis quelques mois au sujet des prix du pétrole. Il est vrai que la hausse récente est spectaculaire, même si la prise en compte de la hausse générale des prix survenue ces trente dernières années tempère quelque peu ce constat alarmant. Le record enregistré en 1980 lors du second choc pétrolier n'a pas encore été atteint.

C'est à raison que le phénomène est considéré comme préoccupant puisque l'énergie à bas prix est un facteur de prospérité. Cependant, il suscite des réactions contradictoires. L'une promeut une mobilisation politique pour lutter contre cette hausse. C'est celle qui a inspiré en France et aux Etats-Unis les menaces récentes de taxation exceptionnelle contre les compagnies pétrolières¹. L'autre prophétise la fin de l'ère du pétrole² et de la civilisation telle que nous la connaissons et laisse ainsi entendre qu'une hausse continue de son prix est inévitable.



Mal fondées, ces réactions se fondent sur des diagnostics erronés, proposent des remèdes qui n'en sont pas et risquent tout au contraire d'alourdir la facture des consommateurs. Les politiques actuelles que certains se proposent de renforcer, telles que la taxation à près de 80% du Super en France, ne peuvent que rendre les prix plus élevés. Elles sont le principal obstacle au défi de l'énergie bon marché. Une véritable baisse des prix n'est possible que par la levée des restrictions gouvernementales à la production.

Le mythe de la manipulation des prix sur le marché

A chaque fois que le prix du pétrole "flambe", les compagnies pétrolières sont montrées du doigt. Elles fixeraient les prix à leur avantage, au mépris des intérêts de leurs clients, qu'elles n'hésiteraient pas à exploiter. Cette idée peut

sembler convaincante. Après tout, les compagnies pétrolières ne décident-elles pas des prix qu'elles affichent? Et il n'y a aucune raison de supposer que ces prix soient fixés en fonction de considérations altruistes. Ces entreprises sont guidées par la recherche du profit. Tout ceci est on ne peut plus vraisemblable mais ne fournit aucune explication à une hausse des prix. Si un prix a augmenté, c'est qu'il était inférieur avant. Mais ces firmes ne "fixaient" certainement pas moins leurs prix à ce moment là. Pourquoi leurs anciens prix n'étaient-ils pas déjà aussi élevés qu'aujourd'hui? Supposerait-on qu'avant, les compagnies faisaient des cadeaux? Et comment expliquer les baisses de prix du pétrole observées dans le passé? Les dirigeants de ces compagnies auraient-ils été touchés par un élan de "citoyenneté"?

En réalité, les industriels ne peuvent pas fixer les prix à leur gré, indépendamment des préférences de ceux dont ils espèrent obtenir leurs revenus. Les prix sont un aspect de l'échange et on n'échange rien tout seul. Leur détermination ne peut donc pas dépendre de la volonté d'un seul. A tout moment, un prix dépend de l'offre et de la demande du bien considéré, c'est-à-dire du stock existant et des quantités que les gens sont prêts à acheter ou à garder. Le prix de marché, pour le pétrole comme pour tout autre bien, tend à s'établir au niveau où la demande égale l'offre (à moins qu'un gouvernement entrave les échanges à ce niveau), c'est-à-dire au prix où la quantité que les gens désirent avoir à leur disposition est égale au stock existant. Toute tentative de vendre à un prix supérieur s'expose à l'échec, la concurrence ayant alors intérêt à sous-encherir.

Quand la demande augmente ou quand l'offre diminue, le prix tend à monter. Dans le contexte

¹ Libération, "Pour Thierry Breton, les pétroliers font trop de profit", 9 septembre 2005.

CNN Money, "Record oil earnings stir talk of windfall profit tax", 28 octobre 2005

² Le Monde, "M. de Villepin appelle à entrer dans "l'ère de l'après-pétrole"", 13 septembre 2005

actuel, il est clair que le développement des pays asiatiques tels que la Chine correspond à une demande accrue de pétrole. Conjuguée à l'impact sur l'offre de l'instabilité politique dans les pays du Moyen-Orient, elle affecte à la hausse son prix.

“En réalité, les industriels ne peuvent pas fixer les prix à leur gré, indépendamment des préférences de ceux dont ils espèrent obtenir leurs revenus.”

L'impact permanent de la taxation sur le prix du pétrole

Une hausse du prix n'est donc pas provoquée par une soudaine fièvre des producteurs de pétrole, décidant seuls contre tous qu'il devrait être plus élevé. Elle reflète une rareté accrue de la ressource par rapport aux besoins. Plus généralement, des prix ne peuvent pas être élevés pour la seule raison que les vendeurs veulent qu'il en soit ainsi. Cela signifie-t-il qu'il n'y a rien d'autre à faire pour le consommateur de carburant ou d'autres produits dérivés du pétrole, que de s'accommoder de ces prix élevés comme d'une fatalité? Certainement pas. Les prix des produits dérivés du pétrole sont en permanence plus élevés qu'ils ne pourraient l'être, du fait des restrictions imposées par les gouvernements³. La taxation des produits pétroliers a ce caractère restrictif et affecte particulièrement leurs prix à la hausse.

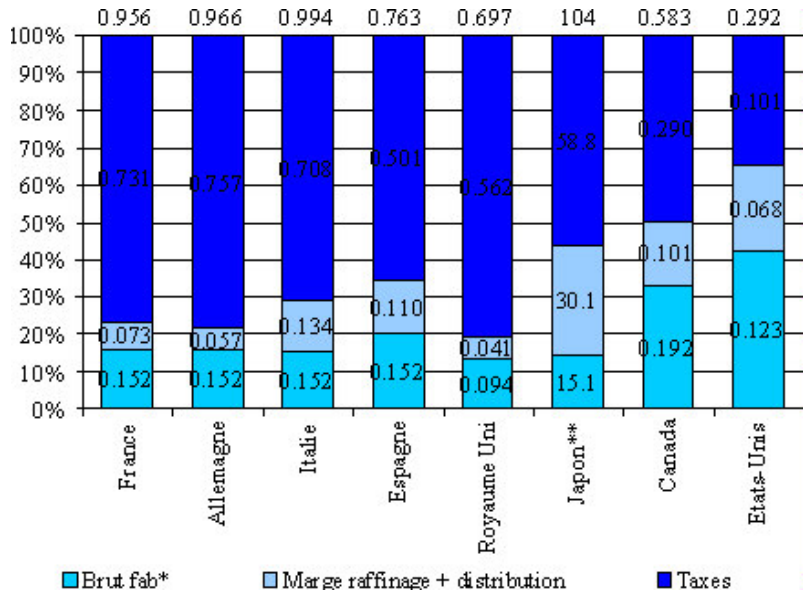
Le prix d'un bien est déterminé par sa demande et sa disponibilité. Mais avant d'être échangé, ce bien doit d'abord être produit. La disponibilité du produit est le résultat des décisions passées de producteurs, fondées sur leurs anticipations de la demande des consommateurs et sur les dépenses à engager pour y répondre. En définitive, les revenus de toutes les personnes participant à la production du bien dépendent de ce que les consommateurs sont prêts à payer. Si ces revenus devaient être entièrement confisqués, il est clair que la production serait anéantie. Il n'y aurait pas de carburant à vendre et à consommer. Mais cela signifie que tout pas dans cette direction, toute instauration ou augmentation d'une taxe sur ces revenus doit réduire le volume de production rentable et accroître ainsi sa rareté et son prix.

Dans le marché libre, les dépenses des acheteurs font les revenus des vendeurs. Mais la taxation instaure un divorce entre les deux : les

³ Dans la mesure où des compagnies pétrolières pressent les gouvernements de mettre en place ou de renforcer de telles restrictions au détriment de concurrents existants ou potentiels, on peut dire qu'elles en sont à l'initiative. Néanmoins, ce cas de figure ne peut survenir sans intervention gouvernementale et ne saurait donc constituer un exemple de "manipulation" des prix dans le marché libre.

revenus des vendeurs sont réduits du montant de la taxe. En conséquence, la taxation pénalise la production. Le volume de production rentable est alors réduit, d'autant plus que la taxation est forte. Cette réduction de l'offre des produits pétroliers ne peut que faire monter leurs prix, et ce d'autant plus que la fiscalité la provoquant est lourde. Or, les produits pétroliers, carburants en tête, sont lourdement taxés de par le monde (voir diagramme 1). En France par exemple, les recettes fiscales réalisées grâce à la TVA et la TIPP⁴ représentent près de 80% du prix du Super. Dans ces conditions, les consommateurs se voient privés d'une partie de la production dont ils disposeraient autrement et doivent payer ce qui reste à des prix plus élevés. La taxation agit ainsi comme une interdiction partielle de produire et de consommer. Il n'y a donc aucune fatalité dans les prix élevés puisqu'ils dépendent de décisions politiques, en principe révocables.

Parts des prix du brut, marges du raffinage, de la distribution et des taxes dans le prix final du Super (RON 95) pour différents pays, janvier 2002, prix en monnaie nationale par litre



Source : estimation de la CNUCED élaborée d'après des données de Datastream et de l'AIE

Le futur de la production pétrolière

Les prix des produits issus du pétrole pourraient donc être en permanence bien plus faibles qu'ils ne le sont. Mais n'est-ce pas là une perspective à courte vue? N'est-il pas évident que les prix de ces produits et du pétrole brut sont de toute façon amenés à augmenter du fait de l'épuisement

⁴ La taxe intérieure sur les produits pétroliers.

de la ressource, comme la hausse spectaculaire du baril de Brent de 18\$ à 65\$ enregistrée ces quatre dernières années le laisse présager? Bien sûr, une diminution de l'offre affecte le prix à la hausse et une ressource non-renouvelable ne peut pas voir son offre renouvelée indéfiniment. Mais il manque certainement quelques couleurs à ce sombre tableau. Comment expliquer sinon qu'il y ait encore des ressources naturelles non-renouvelables en abondance ?

Les annonces répétées de la fin inéluctable de l'ère de l'énergie bon marché et de la civilisation qu'elle alimente sont exagérément alarmistes. En réalité, rien n'est inéluctable à cet égard car tout dépend des politiques énergétiques à venir. Si les gouvernements multiplient les entraves à la production, les prix ne pourront que monter. Au contraire, si la production est libérée, les prix pourront rester modérés, comme par le passé.

Les prédictions apocalyptiques invalidées par l'histoire sont presque aussi vieilles que l'usage des ressources dont elles ont prédit l'épuisement. En 1865, l'économiste William Jevons écrivait un livre prétendant que la fin du charbon était proche au Royaume-Uni et que la prospérité liée à son utilisation devrait s'épuiser avec lui. En 1908, le président américain Theodore Roosevelt annonçait l'épuisement imminent des ressources naturelles. En 1982, la prévision pour l'an 2000 des experts interrogés sur le prix du brut par l'International Energy Workshop était de 400\$⁵. En 1972, le très célèbre Club de Rome prétendait que le pétrole serait épuisé en 1992 et le gaz naturel en 1993⁶. Pourtant, les réserves de pétrole n'ont jamais été aussi importantes qu'aujourd'hui. Elles sont estimées entre 140 et 160 milliards de tonnes⁷, correspondant respectivement à 53 et 63 années de réserves en se basant sur la consommation actuelle. Et les prix corrigés de l'inflation, comme le montre le diagramme 2, ont plutôt diminué du milieu des années 70 à la fin des années 90, abstraction faite des pics consécutifs à la raréfaction de l'offre due à des perturbations de nature géopolitique⁸.

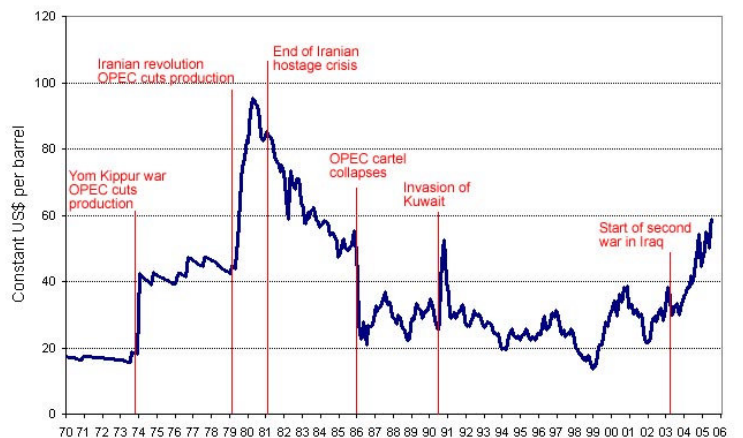
⁵ Ce montant correspond à une prévision médiane.
⁶ Dennis and Donella Meadows, *The Limits to Growth* (New York, Universe Books, 1972), p. 193.
⁷ Estimations du *Oil Gas Journal* et de *US Geological Survey*, respectivement.
⁸ Le diagramme montre aussi que les affirmations selon lesquelles les prix actuels du pétrole atteignent des records historiques sont erronées en termes réels, c'est-à-dire en termes significatifs.

Si les prix n'ont pas généralement augmenté, malgré le caractère non-renouvelable du pétrole, c'est que d'autres facteurs - généralement ignorés dans les prévisions catastrophistes - ont joué en sens inverse, d'autres facteurs que nous devons mettre à jour. Tout d'abord, la concurrence entre les fabricants d'équipements utilisant du carburant à base de pétrole les pousse à trouver les solutions techniques permettant à leurs utilisateurs d'avoir la facture énergétique la plus faible possible. De tels développements affectent la demande et le prix du carburant à la baisse. Par ailleurs, la production d'autres sources d'énergie devient plus rentable lorsque le prix du pétrole augmente, dans la mesure où il devient intéressant de remplacer des équipements fonctionnant avec de l'essence par des machines utilisant ces autres sources. Une fois l'ajustement réalisé, c'est-à-dire une fois que la demande d'essence a diminué, son prix baisse.

“En 1972, le très célèbre Club de Rome prétendait que le pétrole serait épuisé en 1992 et le gaz naturel en 1993. Pourtant, les réserves de pétrole n'ont jamais été aussi importantes qu'aujourd'hui. Elles sont estimées entre 140 et 160 milliards de tonnes.”

Considérons maintenant la question des "réserves prouvées", exprimées en années. On omet généralement de dire que ce compte à rebours s'applique à des ressources connues dans les conditions économiques et techniques du moment. Le décompte est calculé à partir d'un stock donné, dont l'exploitation est considérée comme rentable aux prix et avec les techniques actuels. Les prix et les taux d'extraction annuelle futurs sont ceux d'aujourd'hui, par hypothèse. Mais lorsque le prix augmente, par exemple du fait d'une demande accrue, l'exploitation de ressources connues,

Prix réels du brut* janvier 1970 - juillet 2005



* West Texas Intermediate in constant (July, 2005) U.S. dollars. SOURCES: Federal Reserve Bank of St. Louis, and Bureau of Labor Statistics.

jusqu'alors non rentable, le devient. Autrement dit, les réserves augmentent ! L'offre s'accroît et atténue ainsi la hausse de prix initiale. De plus, la hausse du prix appelle normalement des efforts accrus de recherche de nouveaux gisements qui débouchent sur une plus grande production et un prix plus faible qu'autrement.



Enfin, il n'y a aucune raison de supposer, lorsqu'on fait des prévisions sur des dizaines d'années, que les technologies doivent nécessairement rester les mêmes. Le taux moyen d'extraction d'un gisement étant aujourd'hui de l'ordre de 35%, même des gisements considérés comme épuisés peuvent devenir de nouvelles réserves, si ce taux est augmenté. Or, des producteurs investissent dans la recherche de nouvelles technologies permettant de faciliter l'exploration et l'extraction du pétrole, dans la mesure où c'est une source de revenus. A terme, la disponibilité de ces technologies ouvre la voie à une augmentation de la production et à une baisse des prix. Ces investissements - dans l'exploitation de nouvelles ressources ou dans la recherche de nouvelles technologies d'extraction - n'ont lieu que dans la mesure où la perspective de gains n'est pas réduite par des entraves gouvernementales. Si les gouvernements augmentent les taxes des producteurs alors que le prix monte, l'augmentation de la production n'est pas une opération rentable. L'offre reste figée et le prix demeure à un niveau élevé, qui n'aurait été que transitoire autrement. L'intervention de l'Etat n'a alors pour effet que de maintenir les prix à des niveaux artificiellement élevés.

“Si les gouvernements augmentent les taxes des producteurs alors que le prix augmente, l'augmentation de la production n'est pas une opération rentable. L'offre reste figée et le prix demeure à un niveau élevé, qui n'aurait été que transitoire autrement.”

Si le prix réel du pétrole n'a pas suivi une tendance à la hausse sur le long terme malgré son caractère non-renouvelable, c'est que les facteurs affectant son prix à la baisse l'ont emporté sur les autres. Grâce à l'ingéniosité humaine, l'offre a suffisamment augmenté pour compenser l'impact à la hausse sur le prix d'une demande accrue et des restrictions gouvernementales sur la production. Mais l'ingéniosité n'est pas automatique. Elle ne se déploie que dans la mesure où les gouvernements n'en confisquent pas les fruits. Le pétrole ne peut être bon marché demain que si et dans la mesure où les entraves à l'innovation et à la production sont levées.

Conclusion

La cherté du pétrole n'est pas un phénomène mystérieux ou inéluctable. La cause ne peut être trouvée dans un comportement spécial des vendeurs en tant que tels, car un prix de marché, fût-il du pétrole, ne se manipule pas sans intervention de l'État. Par contre, les interventions gouvernementales restreignant directement ou indirectement sa production, telles que la taxation massive prévalant actuellement, rendent systématiquement le prix plus élevé qu'il ne serait sinon, non seulement en pénalisant la production basée sur les réserves disponibles, mais aussi en entravant la recherche de nouvelles ressources et l'innovation technique. Et si la production de pétrole doit un jour s'arrêter, il n'y a aucune raison d'y voir un événement apocalyptique à moins que les obstacles gouvernementaux ne soient multipliés au point d'empêcher l'émergence de sources d'énergie alternative. Le Royaume-Uni n'a pas vu sa révolution industrielle avortée du fait de la raréfaction du charbon parce que des gens avaient découvert qu'une chose jusque là considérée comme de la boue, le pétrole, pouvait le remplacer. Le problème de l'énergie n'est pas celui d'une rareté intrinsèque des ressources naturelles, il est économique et institutionnel. Laissera-t-on ou non la possibilité à des innovateurs de découvrir de nouvelles sources d'énergie exploitables?

L'IEM remercie Jérôme Vallée pour sa contribution à l'élaboration de ce travail.

Institut Economique Molinari

rue Luxembourg, 23 bte 1
1000 Bruxelles
Belgique
Tél. +32 2 506 40 06
Fax +32 2 506 40 09
e-mail:
cecile@institutmolinari.org
www.institutmolinari.org

L'Institut Economique Molinari est un institut de recherche et d'éducation indépendant et sans but lucratif.

L'Institut s'est fixé comme mission de proposer des solutions alternatives et innovantes favorables à la croissance économique et à la prospérité de l'ensemble des individus composant la société.

Reproduction autorisée à condition de mentionner la source.

© Institut Economique Molinari

Printed in Belgium

Design by LEONard